

**CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES
GÉRÉES PAR LE HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES
POUR LES RÉFUGIÉS**

**ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS
de l'année terminée le 31 décembre 1981
et
RAPPORT DU COMITÉ
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-SEPTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 5E (A/37/5/Add.5)



NATIONS UNIES

New York, 1982

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

[28 juillet 1982]

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
LETTRE D'ENVOI	v
I. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	1
II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	6
III. COMPTES DE L'ANNEE TERMINEE LE 31 DECEMBRE 1981	7
<u>Etat I.</u> BILAN AU 31 DECEMBRE 1981	8
<u>Etat II.</u> RECETTES ET DEPENSES DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 1981 - ENSEMBLE DES FONDS	9
Annexe à l'état II. AUTRES PROGRAMMES SPECIAUX ...	10
 TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES	
<u>Tableau 1.</u> ETAT DES CONTRIBUTIONS DE GOUVERNEMENTS AU 31 DECEMBRE 1981 - ENSEMBLE DES FONDS	13
<u>Tableau 2.</u> ETAT DES DONS DE SOURCES PRIVEES AU 31 DECEMBRE 1981 - ENSEMBLE DES FONDS	17
<u>Tableau 3.</u> PROGRAMMES GENERAUX DU HAUT COMMISSARIAT. Programme annuel pour 1981 : allocations et dépenses	21
<u>Tableau 4.</u> PROGRAMME GENERAUX DU HAUT COMMISSARIAT. Fonds extraordinaire : dépenses en 1981	35
<u>Tableau 5.</u> PROGRAMMES SPECIAUX DU HAUT COMMISSARIAT. Disponibilités et dépenses en 1981	
I. Compte d'éducation des réfugiés	36
II. Vente de disques et réserve pour les campagnes d'appel de fonds	37
III. Autres programmes spéciaux	38
<u>Tableau 6.</u> ETAT DES PROJETS D'EXERCICES ANTERIEURS AU 31 DECEMBRE 1981 - ENSEMBLE DES FONDS. Engagements réglés et engagements non réglés par pays/zone et opération	48

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
<u>Tableau 7.</u> ETAT DES ENGAGEMENTS AU 31 DECEMBRE 1981 - ENSEMBLE DES FONDS.....	54
Annexe au tableau 7. AUTRES PROGRAMMES SPECIAUX ..	55
<u>Tableau 8.</u> PRETS ACCORDES A DES REFUGIES OU EN LEUR FAVEUR ...	57
<u>Tableau 9.</u> PLACEMENTS AU 31 DECEMBRE 1981	58
Annexe au tableau 9. ENCAISSE ET PLACEMENTS : 1978-1981	60
IV. EXPOSE DES POLITIQUES COMPTABLES FONDAMENTALES APPLICABLES AUX CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES GERES PAR LE HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES	61

LETTRE D'ENVOI

Le 16 juin 1982

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre les états financiers, au 31 décembre 1981, concernant les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Ces états ont été examinés par le Comité des commissaires aux comptes et ils sont accompagnés de l'opinion du Comité.

Je vous adresse en outre le rapport du Comité sur les comptes de l'année 1981 relatifs aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le premier Président de la Cour des
comptes de Belgique

Président du Comité des commissaires
aux comptes de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) H. VREBOS

Monsieur le Président de l'Assemblée
générale des Nations Unies
New York

I. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Introduction

1. Conformément au paragraphe 22 du statut du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les comptes de l'année terminée le 31 décembre 1981 relatifs aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

2. La vérification a été effectuée conformément à l'article XII du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et à l'annexe audit règlement et conformément aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. La vérification a été effectuée au siège du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Genève et aux bureaux extérieurs du Haut Commissariat en Thaïlande et en Malaisie.

3. Conformément à sa pratique habituelle, au cours de l'année considérée, le Comité des commissaires aux comptes a de nouveau présenté les résultats de vérifications précises et a envoyé à l'Administration un certain nombre de lettres contenant des conseils de gestion détaillés. Il a ainsi pu continuer à maintenir un dialogue suivi avec l'Administration et appliquer la conception de vérification de systèmes qu'il a décidé d'adopter à l'égard de tous les organismes du système des Nations Unies dont il est chargé de vérifier les comptes.

4. Le Comité des commissaires aux comptes a noté avec satisfaction que l'Administration s'était saisie promptement des questions qui avaient été portées à son attention et qu'elle s'efforçait sans cesse d'améliorer la gestion financière et les systèmes de contrôle au Haut Commissariat. Ses observations visent à aider l'Administration à concevoir et mettre en oeuvre de nouvelles améliorations et l'on trouvera ci-après un exposé des principales questions soulevées à l'occasion de la vérification des comptes de 1981. Ces questions ont été examinées avec l'Administration, dont les réactions sont mentionnées selon qu'il convient.

Contrôle budgétaire

Information budgétaire

5. Notre vérification des dépenses administratives du Haut Commissariat a fait apparaître que le budget des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire ne fournissait pas suffisamment de renseignements. En conséquence, il était difficile d'avoir une vue d'ensemble suffisamment claire de toutes les dépenses d'appui au programme et dépenses administratives, étant donné que les tableaux joints en annexe au budget ne fournissaient que quelques renseignements de caractère très général et comparé. Nous recommandons que le rapport et le projet de budget annuels contiennent des renseignements supplémentaires sur les dépenses d'appui au programme et les dépenses administratives et indiquent l'utilisation détaillée, par poste de dépense, de toutes les contributions destinées à financer les activités du Haut Commissariat.

6. L'Administration nous a informés que la question de la présentation de données supplémentaires dans le rapport et le budget annuels du Haut Commissariat faisait actuellement l'objet d'un examen de la part du Comité exécutif, en consultation avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Cet examen devrait permettre d'améliorer la présentation du budget, qui comporterait davantage de renseignements sur les aspects budgétaires des activités au Haut Commissariat.

Allocation globale

7. Nous avons noté en outre que des montants considérables inscrits à la rubrique "allocation globale" au budget-programme annuel étaient virés au budget des programmes de pays. L'Administration semblait considérer ces allocations, qui visent essentiellement à fournir une assistance aux réfugiés dans les pays pour lesquels aucune allocation n'est proposée, comme une espèce de réserve sur laquelle peuvent être imputés des crédits destinés à d'autres programmes, même si une réserve du programme a déjà été prévue dans le budget-programme annuel.

8. L'Administration est tombée d'accord avec notre observation et nous a assurés qu'à l'avenir elle établirait le budget des programmes de pays de la façon la plus détaillée possible, mais que le Comité exécutif serait toujours obligé de prévoir des allocations globales dans le budget-programme afin de financer l'exécution de petits projets dont le coût exact n'était pas connu à l'avance.

9. Nous avons recommandé que les allocations globales soient réduites au minimum et ne soient utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été prévues.

Exécution des projets

10. Notre vérification des projets exécutés en Thaïlande a fait apparaître qu'en aucun cas un fonctionnaire du Haut Commissariat assistait à l'ouverture des plis renfermant les soumissions lorsqu'un agent d'exécution passait des marchés pour l'achat de fournitures et de services et que le Haut Commissariat ne demandait pas de copies de ces marchés. Nous avons également noté qu'il n'avait pas été conclu de marché par écrit avec la société chargée du transport des réfugiés. L'accord conclu avec un agent d'exécution concernant la livraison de denrées alimentaires aux réfugiés ne fournissait pas de détails sur le type de légumes qui devaient être fournis et sur les rations alimentaires minimales qui devaient être distribuées aux réfugiés.

11. Bien que nous nous rendions compte qu'un contrôle efficace des activités dépend largement de la bonne volonté et de la coopération des agents d'exécution, nous estimons que les représentants et fonctionnaires des bureaux extérieurs du Haut Commissariat devraient contrôler de plus près l'application des dispositions administratives et financières des accords conclus avec les agents d'exécution. Le Haut Commissariat devrait également examiner si les dispositions de base des contrats relatives à l'achat et à la livraison de marchandises et de services sont correctement appliquées. A ce propos, les fonctionnaires du Haut Commissariat devraient assister le plus souvent possible à l'ouverture des plis renfermant d'importantes soumissions en concurrence et exiger une copie de tous les marchés

passés par un tiers. Il serait souhaitable de vérifier régulièrement les documents présentés à l'appui des dépenses si celles-ci sont engagées par les agents d'exécution, étant donné que leurs rapports financiers et textes explicatifs sont pour la plupart insuffisants et inexacts. Les bureaux extérieurs devraient contrôler l'inscription des réfugiés ainsi que la réception, l'entreposage et la distribution des marchandises aux réfugiés dans les camps. Les définitions d'emploi des fonctionnaires des bureaux extérieurs devraient indiquer clairement leurs responsabilités et fonctions respectives.

Achat de fournitures et de services par les agents d'exécution

12. En Thaïlande comme en Malaisie, nous avons constaté que les programmes d'assistance du Haut Commissariat étaient exécutés presque exclusivement par le gouvernement ou par des agents chargés des opérations, et que les bureaux du Haut Commissariat se contentaient de mettre au point des accords concernant les programmes et de coordonner les opérations des projets. Toutefois, nous avons remarqué que les dispositions des accords relatives aux procédures d'achat, qui représentent des dizaines de millions de dollars des Etats-Unis, étaient rudimentaires et souvent fort vagues.

13. Les bureaux du Haut Commissariat dans les deux pays ont expliqué que l'absence de dispositions plus détaillées concernant les achats était due au manque de directives claires et de clauses types émanant du siège du Haut Commissariat, qui faisait que les bureaux extérieurs n'étaient pas en mesure d'imposer des conditions détaillées aux tierces parties. Nous avons donc recommandé au siège d'établir un manuel des achats pour les bureaux extérieurs, destiné aux fonctionnaires de ces bureaux et aux agents d'exécution.

14. Dans l'intervalle, le siège du Haut Commissariat a publié en octobre 1981 un glossaire de clauses types d'accords dans lequel il était stipulé que les agents d'exécution étaient responsables de l'achat de tous les articles d'assistance prévus dans les projets à moins qu'il n'ait été décidé que le Haut Commissaire devait s'en charger. En outre, l'agent d'exécution doit faire en sorte que les procédures qu'il utilise pour la passation des marchés et pour l'achat ou la location de marchandises, de matériel et d'autres produits et services respectent le principe selon lequel la passation d'un marché ne doit se faire qu'après évaluation des soumissions en concurrence.

15. Nous estimons toutefois que ces nouvelles clauses types n'offrent pas de garanties suffisantes, dans la mesure où leur libellé est trop général et qu'elles ne font qu'imposer le principe de la passation des marchés après appel à la concurrence. Elles n'abordent pas la question de la portée et des limites des achats effectués sur place et ne prescrivent pas de procédures à suivre pour la passation et l'exécution des marchés. Elles ne permettent pas aux représentants du Haut Commissariat de disposer d'un système de contrôle.

16. L'Administration est convenue que des mesures devraient être prises en vue d'assurer l'application de clauses types à des projets spécifiques et qu'avant la conclusion d'un accord, il convenait de s'assurer que les règlements et procédures relatifs aux achats appliqués par les agents d'exécution étaient acceptables;

en outre, les accords comporteraient des dispositions détaillées concernant les procédures. Le contrôle exercé par le Haut Commissariat sur l'application des procédures d'achat par les agents d'exécution serait également renforcé et ceux-ci seraient priés de fournir au Haut Commissariat, dans chaque cas, une copie des marchés passés avec les fournisseurs, ce qui permettrait à l'Administration d'intervenir le cas échéant.

17. Nous avons toutefois recommandé au siège du Haut Commissariat de mettre au point un manuel des achats destiné aux bureaux extérieurs en cas d'achats effectués sur place par le Haut Commissariat ou par les agents d'exécution. Le manuel devrait comporter des dispositions détaillées à inclure dans les accords conclus avec les agents d'exécution dont le règlement intérieur ne comporte pas de telles procédures, afin de garantir que les fonds du Haut Commissariat seront utilisés de façon rationnelle et économique en cas de passation de marchés ou d'ordres d'achat.

Fermeture de camps

18. Notre vérification a fait apparaître que la fermeture de camps était un phénomène fréquent en Thaïlande et qu'il fallait écouler le matériel non consommable sur place, une fois que le Haut Commissariat avait achevé ses opérations. De nombreux camps de réfugiés devraient fermer d'ici à la fin de 1982 et ce phénomène risque de se produire dans d'autres pays. Etant donné qu'il est important que le Haut Commissariat soit informé dès que possible de l'intention du gouvernement de fermer un camp, nous avons proposé à l'Administration de faire en sorte que les futurs accords conclus avec les gouvernements contiennent une disposition dans laquelle il serait stipulé que le Haut Commissariat doit être informé longtemps à l'avance de la décision de fermer un camp.

19. L'Administration a répondu qu'elle demanderait aux gouvernements de fournir une liste des camps qu'ils envisagent de fermer dans les deux ou trois années à venir, à supposer que le taux actuel de départ des réfugiés soit maintenu. Les gouvernements seraient également priés d'adresser au Haut Commissariat un préavis de trois à six mois avant la fermeture d'un camp.

Observations concernant les questions abordées dans le rapport de 1980

20. L'Administration a pris les mesures nécessaires en ce qui concerne les questions abordées dans le rapport de 1980 1/.

Remerciements

21. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Haut Commissaire, ses proches collaborateurs et le personnel du Haut Commissariat du concours et de l'assistance qu'ils lui ont prêtés au cours des ses travaux.

Le premier Président de la
Cour des comptes de Belgique

(Signé) H. VREBOS

Le Contrôleur et Vérificateur
général des comptes du
Banladesh

(Signé) Osman Ghani KHAN

Le Vérificateur général des
comptes du Ghana

(Signé) J. B. H. COLEMAN

Note

1/ Documents officiels de l'Assemblée général, trente-sixième session,
Supplément No 5E (A/36/5/Add.5), sect. I.

II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons examiné les états financiers ci-après, numérotés I et II, dûment identifiés, ainsi que les tableaux y relatifs concernant les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, pour l'année terminée le 31 décembre 1980. Nous avons, notamment, effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence. A la suite de cet examen, notre opinion est que les états financiers rendent bien compte des opérations financières comptabilisées pour l'année, lesquelles opérations étaient conformes au Règlement financier et aux autorisations des organes délibérants, et qu'ils représentent bien la situation financière au 31 décembre 1981.

Le premier Président de la Cour des
comptes de Belgique

(Signé) H. VREBOS

Le Contrôleur et Vérificateur général
des comptes du Bangladesh

(Signé) Osman Ghani KHAN

Le Vérificateur général des comptes
du Ghana

(Signé) J. B. H. COLEMAN

Juin 1982

III. COMPTES DE L'ANNEE TERMINEE LE 31 DECEMBRE 1981

BILAN AU 31 DECEMBRE 1981
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1980	1981	1980	1981
ACTIF				
Encaisse			129 969	168 691
9 972			1 614	31
3 615		2 635	14 931	17 508
13 587		1 485	2 466	338
			416	256
		4 120	149 396	186 824
148 748		205 253		
Placements à court terme				
Sommes à recevoir				
Contributions annoncées par				
82 356		100 500		
4 560		2 865		
3 868		6 025		
			49 230	46 317
318		216		
328		4 606	10 000	10 000
940		1 070	4 000	4 000
92 370			200	200
		115 282	14 200	14 200
Prêts accordés aux réfugiés ou en leur faveur				
11 371		9 413		
28		24	41 405	77 040
(11 399)		(9 437)	474	274
			41 879	77 314
254 705		324 655	254 705	324 655

L'Etat II et les tableaux 1 à 9 font partie intégrante des comptes
CHIFFRE EXACT :
Le Directeur de l'administration et de la gestion du Haut Commissariat
des Nations Unies pour les réfugiés,

(Signé) F. J. HOMANN-HERIMBERG

APPROUVE :
Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés,
(Signé) Poul HARTLING

RECETTES ET DEPENSES DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 1981 a/ - ENSEMBLE DES FONDS
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	PROGRAMMES GENERAUX					PROGRAMMES SPECIAUX		
	Fonds de roulement et fonds de garantie de 1981	Programme annuel		Fonds d'éducation des réfugiés ordinaires	Compte d'éducation des réfugiés	Vente de disques b/	Autres programmes spéciaux c/	Total
		Programme de 1981	antérieurs					
Réserves/soldes au 1er janvier 1981	10 000	-	41 405	4 000	621	674	48 609	105 309
<u>Recettes</u>								
Contributions De gouvernements	-	284 957	663	2 034	8 907	-	129 315	425 876
De sources privées	-	5 542	-	87	-	-	7 459	13 088
Autres recettes Intérêts, ajustements de change, frais bancaires Remboursements de prêts et autres sommes dues	-	26 871	-	-	-	-	-	26 871
	414	41	221	-	-	-	240	916
Ajustements au titre de recettes ou d'engagements d'exercices antérieurs	-	-	(1 491)	-	(7)	-	(2 705)	(4 203)
Ajustements au titre de contributions	-	-	24 841	132	604	-	14 648	40 225
Annulation d'engagements	-	-	3 008	9	37	-	1 518	4 572
Remboursements par des agents d'exécution	-	-	(2)	(2)	(1)	-	(532)	(567)
Profits et pertes, remboursements aux donateurs, divers	-	(30)	(2)	(2)	(1)	-	-	-
<u>Total des recettes</u>	414	317 381	27 240	2 260	9 540	-	149 943	506 778
(414)	70 438	(68 645)	5 839	100	-	-	(7 318)	-
<u>Virements</u>	10 000	387 819	-	12 099	10 261	674	191 234	612 087
<u>Dépenses</u>								
Dépenses engagées : Opérations	-	286 704	-	7 872	4 110	200	144 228	443 114
Appui au programme et administration	-	24 075	-	227	-	-	6 840	31 142
<u>Total des dépenses</u>	-	310 779	-	8 099	4 110	200	151 068	474 256
Réserves/soldes pouvant être engagés en 1982	10 000	77 040	-	4 000	6 151	474	40 166	137 831

a/ En espèces et en nature.

b/ Et réserve pour campagnes d'appels de fonds.

c/ On trouvera en annexe à l'état II la ventilation par programme.

RECETTES ET DEPENSES DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 1981 a/ - AUTRES PROGRAMMES SPECIAUX
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Opération de Chypre	Centres d'accueil en Asie du Sud-Est	Départs organisés du Viet Nam	Fonds d'af-fectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens	Assistance humanitaire Bangladesh/ Birmanie	Formation linguistique en Asie du Sud-Est	Fonds d'af-fectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens	Programme de lutte contre la piraterie en mer du Sud-Est
Réserves/soldes au 1er janvier 1981	268	2 375	333	8 347	2 363	3 150	-	-
<u>Recettes</u>								
<u>Contributions</u>								
De gouvernements	12 500	6 727	1 578	21 205	-	3 538	3 475	814
De sources privées	-	-	-	2 485	-	-	275	-
<u>Autres recettes</u>								
Intérêts, ajustements de change, frais bancaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Remboursements de prêts et autres sommes dues	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Ajustements au titre de recettes ou d'engagements</u>								
d'exercices antérieurs	-	-	-	(626)	-	-	-	-
Ajustements au titre de contributions	271	2 352	127	4 972	6	532	4	-
Annulation d'engagements	82	-	-	450	136	26	-	-
Remboursements par des agents d'exécution	(28)	-	-	(1)	-	-	-	-
Profits et pertes, remboursements au donateurs, divers	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Total des recettes</u>	12 825	9 079	1 705	28 485	142	4 096	3 754	814
<u>Virements</u>								
	-	1 126	600	(2 080)	(1 788)	-	-	-
<u>Total des disponibilités</u>	13 093	12 580	2 638	34 752	717	7 246	3 754	814
<u>Dépenses</u>								
Dépenses engagées :								
Opérations	12 179	12 464	1 710	34 380	695	6 317	2 677	-
Appui au programme et administration	412	116	289	372	22	-	183	-
<u>Total des dépenses</u>	12 591	12 580	1 999	34 752	717	6 317	2 860	-
<u>Soldes pouvant être engagés en 1982</u>	502	-	639	-	-	929	894	814

a/ En espèces et en nature.

RECETTES ET DEPENSES DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 1981 a/ - AUTRES PROGRAMMES SPECIAUX
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Fonds d'aff- fectation spéciale pour les réfugiés d'Afrique australe	Assistance humanaitaire à l'Ouganda au Zimbabwe	Assistance humanitaire au Zimbabwe	Rapatriement Réadaptation des réfugiés tchadiens	Assistance aux réfugiés éthiopiens rentrés dans leur pays	Fonds spécial pour des solutions durables	Autres fonds d'affec- tation spéciale	Total
<u>Réserves/soldes au 1er janvier 1981</u>	3 518	1 414	7 352	-	-	-	19 489	48 609
<u>Recettes</u>								
Contributions De gouvernements	-	-	18	10 236	7 895	2 400	58 929	129 315
De sources privées	842	-	1 429	81	-	-	2 337	7 459
Autres recettes Intérêts, ajustements de change, frais bancaires Remboursements de prêts et autres sommes dues	-	-	-	-	-	-	-	-
Ajustements au titre de recettes ou d'engagements d'exercices antérieurs	-	-	(796)	-	-	-	(1 283)	(2 705)
Ajustements au titre de contributions	425	258	151	-	-	-	5 550	14 648
Annulation d'engagements	89	-	-	-	-	-	735	1 518
Remboursements par des agents d'exécution	(91)	-	-	-	-	-	(412)	(532)
Profits et pertes, remboursements aux donateurs, divers	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Total des recettes</u>	1 265	258	802	10 327	7 895	2 400	66 096	149 943
<u>Virements</u>	1 425	(475)	68	-	(363)	1 027	(6 858)	(7 318)
<u>Total des disponibilités</u>	6 208	1 197	8 222	10 327	7 532	3 427	78 727	191 234
<u>Dépenses</u>								
Dépenses engagées :	3 688	981	7 002	7 139	5 982	118	48 896	144 228
Opérations	-	216	738	1 096	26	-	3 370	6 840
Appui au programme et administration	3 688	1 197	7 740	8 235	6 008	118	52 266	151 068
<u>Total des dépenses</u>	2 520	-	482	2 092	1 524	3 309	26 461	40 166
<u>Soldes pouvant être engagés en 1982</u>								

a/ En espèces et en nature.

PROGRAMMES SPECIAUX

PROGRAMMES ORDINAUX

Contributeur	PROGRAMMES ORDINAUX					PROGRAMMES SPECIAUX					Total					
	Programme annuel et Fonds extraordinaire	Compte d'éducation des réfugiés	Centres d'accueil en Asie du Sud-Est	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés bangladais	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés bangladais	Formation linguistique en Asie du Sud-Est	Programme de lutt. contre la peste en Asie du Sud-Est	Réadaptation/repatrimoine des réfugiés cambodgiens	Assistance financière aux réfugiés déportés/rémis dans leur pays	Autres Fonds d'affectation spéciale						
Dépende des Nations Unies pour la femme																
UNICEF																
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les réfugiés d'Afrique australe																
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture																
Total	286 990 940	668 920	8 907 408	12 500 000	6 726 751	1 377 841	21 205 534	3 538 198	5 475 243	813 656	10 836 000	7 894 783	13 877	13 877	195 695	195 695
B/ Contributions imputées au budget de l'UNESCO en 1981 mais non encore versées	48 110 807															
Total				7 000 000	343 750	1 60 896	2 899 750	1 903 198	5 991 528	713 656	3 203 398	6 905 569				
II. Contributions mononées pour des exercices antérieurs mais non encore versées en livres au 31 décembre 1981																
1978	Côte d'Ivoire	3 884														
1980	Liban	2 000														
1980	Liban	1 000														
1978 et 1979	Jamahiriya arabe libyenne	60 000														
1978	Maurice	22 000														
1977	Martinique	1 667														
1977 et 1979	Maroc	4 136														
1977	Maroc	2 625														
1977 et 1978	République arabe syrienne	639														
1980	République-Unie de Cherson	2 000														
1980	Soudan	3 365														
1977 et 1980	Sierra Leone	10 300														
1978	Sierra Leone	2 304														
1979 et 1980	Somalie	3 134														
1978 et 1980	Soudan	13 094														
1980	Togo	6 726														
1980	Togo	3 000														
1980	Yemen	50 000														
1977	Zaire	3 500														
1980	Zambie	2 347														
1979	Liban															
1980	Communauté économique européenne															
1980	Communauté économique européenne															
1980	Communauté économique européenne															
1980	États-Unis d'Amérique															
1980	Belgique															
1978	Espagne															
1977 et 1978	États-Unis d'Amérique															
1980	Communauté économique européenne															
Total partiel																
Total des contributions mononées mais non encore versées en livres au 31 décembre 1981																

PROGRAMMES GÉNÉRAUX		PROGRAMMES SPÉCIAUX						Total
Contributeur	Programme annuel et Fonds extraordinaires	Compte d'édification des réfugiés	Opération de Chypre	Centres d'accueil du Sud-Est	Fonds d'édification des réfugiés kampuchéens	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens	Autres fonds d'affectation spéciale	
III. Ajustements des contributions annoncées pour des exercices antérieurs (annulations, variations des taux de change)								
Côte d'Ivoire	510 1/2						1 101 5/2	
Finlande	6 971 1/2						3 669 1/2	
Inde	389 1/2						11 741	
Jamaïque							90 300	
Pays-Bas	465						100 601	
Sénégal							112 000 1/2	
Suède	27 211						2 169	
Suisse							117 105	
Communauté économique européenne	1 020 732				626 072 1/2		239 300 1/2	
" " " " " "							773 303 1/2	
Total	1 056 066				626 072 1/2		3 136 337	
							2 043 539	
							3 129 477	

b/ Contributions en nature.

c/ Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés sénégalais.

d/ Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés d'Afrique australe.

e/ Assistance aux réfugiés en Ouganda.

f/ Reapatriement des non-Bangladeshis.

g/ Fonds spécial pour des solutions durables.

h/ Assistance humanitaire au Zimbabwe.

i/ Réduction due aux variations de change.

ETAT DES DONS DE SOURCES PRIVÉES AU 31 DECEMBRE 1981 - ENSEMBLE DES FONDS
(En dollars des Etats-Unis)

PROGRAMMES GÉNÉRAUX	PROGRAMMES SPÉCIAUX					Total
	Programme annuel et fonds extra- ordinaire 1981	Compte d'édu- cation des réfugiés	Fonds d'effec- tation spéciale pour les réfugiés kampuchéens	Fonds d'effec- tation spéciale pour les réfugiés kampuchéens rentrés dans leur pays	Fonds d'affec- tation spéciale pour les réfugiés d'Afrique australe et zimbabwéens	
I. Contributions versées en 1981						
Agrofil, Italie					8 929 a/b/	8 929
American Friends Service Committee (Etats-Unis d'Amérique)				25 513 a/b/		25 513
Anti-spertheid Bewegung (Allemagne, République fédérale d')			12 433	6 290 a/b/		6 290 12 433
Apex Clubs (Australie)					7 246 b/	36 395 233 628
Asoc-Humanitas (Allemagne, République fédérale d')	29 149 a/b/ 188 522		45 106			6 295 4 713 16 667
Austcare (Australie)				6 295 a/b/		73 007 97 507 92 593
Azania Support Movement (Royaume-Uni)						687 481
Buzania Shingonsu (Hong-Kong)	4 713					
Canadian Foundation for Refugees	16 667					
Caritas (Allemagne, République fédérale d')	44 667 b/					
Caritas (Autriche)	92 593					
Caritas (Pays-Bas)						
Catholic Relief Services (Etats-Unis d'Amérique)						
Comité néerlandais de la "campagne pour les réfugiés 1976"	1 678 954 445 557 a/	1 198 290		205 000	591 837	72 632 4 192 270
" " " "						
Conseil danois pour les réfugiés (Danemark)	124 000					168 117
Conseil finlandais pour les réfugiés	110 000 302 326 a/				2 368 b/	436 599
" " " "						
Conseil norvégien pour les réfugiés				60 646 a/b/	100 726	8 726 261 524
" " " "						
Conseil oecuménique des églises (Suisse)	4 670				2 094	2 094
Corso (Nouvelle-Zélande)	5 000 a/					9 670
" " " "						
Das Diakonische Werk (Allemagne, République fédérale d')	225 000 42 329 b/	571 550 610 000 b/			701 409 89 414 b/	2 248 702
" " " "						

Contributeur	PROGRAMMES GÉNÉRAUX			PROGRAMMES SPÉCIAUX			Total
	Programme annuel et fonds extrajudiciaire ordinaire 1981	Compte d'éducation des réfugiés	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens rentrés dans leur pays	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés d'Afrique australe	Rapatriement/réadaptation des réfugiés tchadiens	
Development Aid People to People (Danemark)				183 370 \$/b/	563 920 \$/b/		747 290
Direct Relief Foundation (États-Unis d'Amérique)							46 896 b/
Disaster Emergency Committee (Royaume-Uni)	1 000 000						111 420 b/
Fondation des chantiers navals japonais	13 930						1 000 000
German Committee - Moteerste							13 930
Hoffman La Roche (Suisse)							93 852 b/
International Catholic Migration Comm.	6 804						9 948
Imukai, Ma Michiko (Japon)	14 084						6 894
IYC Telethon Trust (Nouvelle-Zélande)	14 423						14 084
Karagheusian, Miss L. (États-Unis d'Amérique)							14 423
Klusergruppen (Danemark)				21 583 b/			2 000
Les Amis de langue française (Japon)	5 634						21 583 b/
Mami Tese (Italie)							5 634
Mennonite Central Committee				44 000			5 010 b/
Misereor (Allemagne, République fédérale d')	15 000						91 279
Nippon Junior Chamber (Japon)	11 470						15 000
Institut Nobel norvégien							11 470
Opération California Inc. (États-Unis d'Amérique)							184 162 \$/
Oxfam (Royaume-Uni)							25 000
Pan Africanist Congress of Asania (Royaume-Uni)							63 877 b/
Rikda Baroen (Suède)	165 788						4 665
"	260 901 \$/						-
"	4 069						542 580
Rotary Club (Japon)	16 226						4 069
Fondation Shin-Myo-Ea (Japon)	326 328						16 226
Soka Gakkai (Japon)							376 328
Sceptinist International (États-Unis d'Amérique)							9 000
Soroptimist (Japon)	11 304						11 304
Southern Africa Support Project (États-Unis d'Amérique)							4 822
Sudanais (Soudan)	299 800						4 822
United Kingdom Association of IYC	2 203						299 800
United Nations Association (Japon)	10 195						2 203
"							10 195
"	2 000						2 000
d'Amérique)							-
World University Services (Danemark)							479 643
"							-
"							-

CONTRIBUTANT	PROGRAMME	PROGRAMMES SPECIAUX					Total
		Compte d'éducation des réfugiés kampuchéens	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés rentrés dans leur pays	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés	Assistance humanitaire d'Afrique australe au Zimbabwe	
III. Ajustements des contributions annoncées pour des exercices antérieurs (annulations, variations des taux de change)							
Banque de développement islamique (Arabie saoudite)	1980						
Comité néerlandais de la "campagne pour les réfugiés, 1976"	1980						
Ridda Barnen (Suède)	1977						
" " " "	1980						
Save the Children Fund (Royaume-Uni)	1980	7 000					
Zimbabwe Refugee Association (Royaume-Uni)	1980			19 584 b/			16 204 b/e/
Total		7 000		19 584		16 204	477 774

a/ Contributions annoncées mais non encore versées ou livrées au 31 décembre 1981.

b/ Contributions en nature.

c/ Fonds d'affectation spéciale pour le Zimbabwe.

d/ Rapatriement et réadaptation des réfugiés zairois.

e/ Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés handicapés.

PROGRAMMES GENERAUX DU HAUT COMMISSARIAT

Programme annuel pour 1981 :Allocations et dépenses

(En dollars des Etats-Unis)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations prélevées sur la réserve du programme/ virements entre allocations/ allocations globales	Dépenses	Solde non engagé
AFRIQUE				
Algérie				
Installation/intégration locale	15 000	-	10 000	5 000
Aide d'appoint	15 000	-	2 347	12 653
Aide polyvalente	1 625 000	-	1 624 999	1
Angola				
Installation/intégration locale	500 000	-	471 000	29 000
Aide polyvalente	3 500 000	-	2 801 000	699 000
Rapatriement volontaire	-	5 000	5 000	-
Aide d'appoint	-	80 000	80 000	-
Appui au programme et administration	501 400	-	419 905	81 495
Benin				
Aide polyvalente	3 000	-	3 000	-
Botswana				
Installation/intégration locale	400 000	-	400 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	131 000	-	90 000	41 000
Promotion de la réinstallation	6 000	-	3 000	3 000
Rapatriement volontaire	-	15 000	15 000	-
Orientation	46 821	-	39 898	6 923
Aide d'appoint	53 000	11 000	64 000	-
Appui au programme et administration	22 400	-	21 768	632
Burundi				
Installation/intégration locale	1 575 000	-	1 565 700	9 300
Aide polyvalente	105 000	50 000	155 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	24 000	-	24 000	-
Orientation	35 200	48 000	76 874	6 326

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations prélevées sur la réserve du programme/virements entre allocations/allocations globales	Dépenses	Solde non engagé
<u>Congo</u>				
Aide polyvalente	35 000	20 000	55 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	-	15 000	15 000	-
<u>Côte d'Ivoire</u>				
Aide polyvalente	20 000	-	20 000	-
<u>Djibouti</u>				
Installation/intégration locale	5 290 000	-	3 931 241	1 358 759
Enseignement secondaire du premier degré	98 000	-	98 000	-
Assistance juridique	-	36 186	36 186	-
Orientation	258 400	-	206 729	51 671
Aide d'appoint	40 000	-	40 000	-
Appui au programme et administration	461 200	-	455 908	5 292
<u>Egypte</u>				
Installation/intégration locale	230 000	-	229 837	163
Enseignement secondaire du premier degré	379 000	44 760	335 000	88 760
Promotion de la réinstallation	72 650	-	70 898	1 752
Orientation	173 100	2 100	170 701	4 499
Aide d'appoint	300 000	-	219 252	80 748
Appui au programme et administration	45 800	-	44 262	1 538
<u>Ethiopie</u>				
Installation/intégration locale	754 000	1 200	378 338	376 862
Enseignement secondaire du premier degré	3 000	-	-	3 000
Promotion de la réinstallation	-	58 022	58 022	-
Rapatriement volontaire	-	10 000	10 000	-
Orientation	-	23 728	23 728	-
Aide d'appoint	57 000	7 500	64 500	-
<u>Gabon</u>				
Aide polyvalente	5 000	-	5 000	-
Appui au programme et administration	33 400	-	22 929	10 471
<u>Gambie</u>				
Aide polyvalente	1 000	-	1 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	16 000	-	9 000	7 000

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations prélevées sur la réserve du programme/virements entre allocations/allocations globales	Dépenses	Solde non engagé
<u>Ghana</u>				
Aide polyvalente	85 000	44 000	124 525	4 475
Enseignement secondaire du premier degré	210 000	8 638	183 638	35 000
Orientation	72 000	9 089	81 089	-
<u>Haute-Volta</u>				
Aide polyvalente	4 000	-	4 000	-
<u>Kenya</u>				
Installation/intégration locale	724 400	-	346 342	378 058 b/
Enseignement secondaire du premier degré	380 000	-	379 528	472
Promotion de la réinstallation	-	27 000	27 000	-
Rapatriement volontaire	-	5 000	5 000	-
Orientation	264 750	15 450	234 595	45 605
Aide d'appoint	320 000	246 000	566 000	-
Appui au programme et administration	155 800	-	132 014	23 786
<u>Lesotho</u>				
Installation/intégration locale	135 000	-	110 376	24 624
Promotion de la réinstallation	15 000	16 000	30 647	353
Orientation	53 800	-	45 409	8 391
Aide d'appoint	200 000	-	157 973	42 027
Appui au programme et administration	90 500	-	90 053	447
<u>Libéria</u>				
Aide polyvalente	35 000	40 000	75 000	-
Orientation	-	81 790	81 790	-
<u>Mali</u>				
Aide polyvalente	4 000	-	4 000	-
<u>Maroc</u>				
Installation/intégration locale	15 000	-	14 980	20
Aide d'appoint	12 000	-	7 730	4 270
<u>Mozambique</u>				
Aide polyvalente	40 000	-	40 000	-
Appui au programme et administration	107 500	-	104 832	2 668
<u>Niger</u>				
Aide polyvalente	5 000	-	5 000	-

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations prélevées sur la réserve du programme/ virements entre allocations/ allocations globales	Dépenses	Solde non engagé
Nigéria				
Aide polyvalente	120 000	-	120 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	387 000	-	331 000	56 000
Assistance juridique	68 000	-	19 947	48 053
Orientation	227 300	-	174 016	53 284
Appui au programme et administration	73 300	-	19 062	54 238
Ouganda				
Installation/intégration locale	518 000	27 400	535 293	10 107
Enseignement secondaire du premier degré	162 000	-	80 000	82 000
Promotion de la réinstallation	-	5 000	5 000	-
Rapatriement volontaire	-	2 000	2 000	-
Orientation	105 400	-	50 088	55 312
Aide d'appoint	30 000	-	18 594	11 406
Appui au programme et administration	89 900	-	61 150	28 750
République centrafricaine				
Aide polyvalente	650 000	(9 089)	594 229	46 682
Enseignement secondaire du premier degré	22 000	-	22 000	-
Appui au programme et administration	157 800	-	145 654	12 146
République-Unie de Tanzanie				
Installation/intégration locale	4 774 000	-	4 774 000	-
Aide polyvalente	655 000	-	618 909	36 091
Enseignement secondaire du premier degré	182 000	-	40 126	141 874
Promotion de la réinstallation	-	6 000	6 000	-
Rapatriement volontaire	-	10 000	10 000	-
Orientation	20 000	94 392	104 093	10 299
Traitement et rééducation des handicapés	-	30 000	30 000	-
Aide d'appoint	30 000	10 000	40 000	-
République-Unie du Cameroun				
Aide polyvalente	10 700 000	-	8 886 879	1 813 121
Enseignement secondaire du premier degré	607 000	-	485 000	122 000
Appui au programme et administration	567 500	-	567 220	280
Rwanda				
Aide polyvalente	46 000	-	46 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	25 000	36 000	61 000	-

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations prélevées sur la réserve du programme/ virements entre allocations/ allocations/ globales	Dépenses	Solde non engagé
<u>Sénégal</u>				
Aide polyvalente	101 000	-	101 000	-
Orientation	-	40 189	40 189	-
Appui au programme et administration	218 900	-	184 530	34 370
<u>Sierra Leone</u>				
Aide polyvalente	12 000	-	12 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	244 000	-	244 000	-
Orientation	-	75 989	75 989	-
<u>Somalie</u>				
Installation/intégration locale	15 000	-	15 000	-
Aide polyvalente	40 400 000	162 500	34 626 856	5 935 644
Aide d'appoint	69 000	35 000	104 000	-
Appui au programme et administration	1 364 900	-	1 332 959	31 941
<u>Soudan</u>				
Installation/intégration locale	14 665 000	-	9 538 621	5 126 379
Enseignement secondaire du premier degré	1 873 000	-	1 848 580	24 420
Promotion de la réinstallation	90 000	-	90 000	-
Rapatriement volontaire	80 000	-	80 000	-
Assistance juridique	-	24 264	24 264	-
Orientation	295 000	-	175 677	119 323
Aide d'appoint	244 000	70 000	314 000	-
Appui au programme et administration	827 100	-	825 904	1 196
<u>Swaziland</u>				
Installation/intégration locale	1 463 200	-	1 463 200	-
Enseignement secondaire du premier degré	396 800	-	380 082	16 719
Promotion de la réinstallation	12 000	-	12 000	-
Assistance juridique	-	21 357	21 357	-
Orientation	48 900	4 400	30 183	23 117
Aide d'appoint	116 000	-	41 310	74 690
Appui au programme et administration	120 800	-	107 290	13 510
<u>Tchad</u>				
Aide polyvalente	1 000	-	-	1 000
<u>Togo</u>				
Aide polyvalente	15 000	60 000	67 500	7 500

Tableau 3 (suite)

<u>Projets par continent, pays ou région</u>	<u>Allocations approuvées par le Comité exécutif</u>	<u>Allocations prélevées sur la réserve du programme/ virements entre allocations/ allocations globales</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Solde non engagé</u>
<u>Tunisie</u>				
Installation/intégration locale	12 000	-	11 649	351
Aide d'appoint	14 000	-	12 571	1 429
<u>Zaire</u>				
Installation/intégration locale	12 690 000	2 272 200	14 592 948	369 252
Aide polyvalente	105 000	21 000	126 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	175 000	-	175 000	-
Rapatriement volontaire	100 000	-	25 000	75 000
Assistance juridique	-	63 740	63 740	-
Orientation	-	6 000	6 000	-
Appui au programme et administration	222 300	-	221 269	1 031
<u>Zambie</u>				
Installation/intégration locale	444 000	43 604	465 759	21 845
Aide polyvalente	900 000	260 000	1 160 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	358 000	-	139 990	218 010
Orientation	147 200	-	113 927	33 273
Appui au programme et administration	22 500	-	17 350	5 150
<u>Zimbabwe</u>				
Aide d'appoint	60 000	-	60 000	-
<u>Autres pays de l'Afrique de l'Ouest</u>				
Aide polyvalente	5 000	-	5 000	-
<u>Allocation globale</u>				
Mesures consécutives à la Conférence panafricaine sur la situation des réfugiés en Afrique	669 000	-	669 000	-
Total (1)	118 572 921	4 292 409	104 693 497	18 171 833

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations prélevées sur la réserve du programme/ virements entre allocations/ globales	Dépenses	Solde non engagé
AMERIQUES				
<u>Argentine</u>				
Installation/intégration locale	800 000	50 000	835 564	14 436
Enseignement secondaire du premier degré	20 000	-	20 000	-
Promotion de la réinstallation	100 000	-	89 873	10 127
Rapatriement volontaire	130 000	200 000	29 204	300 796
Assistance juridique	155 500	-	93 133	62 367
Orientation	434 500	57 772	402 244	90 028
Aide d'appoint	760 000	241 000	997 232	3 768
Appui au programme et administration	578 000	(19 026)	487 995	79 979
<u>Canada</u>				
Aide d'appoint	-	2 462	2 462	-
Appui au programme et administration	169 400	-	127 357	42 043
<u>Etats-Unis d'Amérique</u>				
Appui au programme et administration	368 000	-	354 879	13 121
<u>Pérou</u>				
Installation/intégration locale	500 000	-	460 000	40 000
Enseignement secondaire du premier degré	2 000	-	1 000	1 000
Promotion de la réinstallation	100 000	-	50 000	50 000
Assistance juridique	4 000	-	2 600	1 400
Orientation	6 000	-	6 000	-
Aide d'appoint	40 000	-	26 765	13 235
Appui au programme et administration	168 100	10 026	178 126	-
<u>Pays de l'Amérique latine septentrionale</u>				
Installation/intégration locale	395 000	114 100	505 294	3 806
Aide polyvalente	9 937 371	159 250	8 951 994	1 144 627
Enseignement secondaire du premier degré	154 000	-	90 000	64 000
Promotion de la réinstallation	39 500	83 700	123 200	-
Rapatriement volontaire	64 000	-	64 000	-
Assistance juridique	74 000	19 140	93 140	-
Orientation	55 000	65 494	120 494	-
Aide d'appoint	372 000	371 100	743 100	-
Appui au programme et administration	669 500	(2 225)	585 485	81 790

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations prélevées sur la réserve du programme/ virements entre allocations/ allocations globales	Dépenses	Solde non engagé
<u>Pays de l'Amérique latine méridionale</u>				
Installation/intégration locale	220 000	-	220 000	-
Aide polyvalente	249 800	332	250 132	-
Enseignement secondaire du premier degré	14 400	-	14 400	-
Promotion de la réinstallation	114 110	-	114 110	-
Assistance juridique	8 000	-	5 100	2 900
Orientation	52 000	13 500	60 960	4 540
Traitement et rééducation des handicapés	-	16 082	16 082	-
Aide d'appoint	456 000	106 000	539 000	23 000
<u>Pays de l'Amérique latine du Nord-Ouest</u>				
Installation/intégration locale	128 000	-	109 670	18 330
Aide polyvalente	175 000	7 000	182 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	17 000	-	16 300	700
Promotion de la réinstallation	88 579	80 000	168 579	-
Assistance juridique	26 000	3 000	27 891	1 109
Orientation	74 000	3 000	75 500	1 500
Aide d'appoint	107 000	-	106 400	600
Appui au programme et administration	165 200	-	160 125	5 075
Total (2)	17 990 960	1 590 707	17 507 390	2 074 277
<u>ASIE</u>				
<u>Asie occidentale</u>				
Installation/intégration locale	45 000	-	45 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	15 000	-	15 000	-
Promotion de la réinstallation	50 000	-	50 000	-
Aide d'appoint	30 000	-	25 000	5 000
<u>Chine</u>				
Installation/intégration locale	9 294 200	216 270	9 492 595	17 875
Appui au programme et administration	160 300	-	148 791	11 509
<u>Hong-kong</u>				
Promotion de la réinstallation	-	543 661	543 661	-
Assistance juridique	78 000	-	45 064	32 936
Aide d'appoint	5 402 390	-	4 994 431	407 959
Appui au programme et administration	386 300	-	375 980	10 320

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations prélevées sur la réserve du programme/ v:rements entre allocations/ allocations/ globales	Dépenses	Solde non engagé
<u>Inde</u>				
Installation/intégration locale	-	13 300	13 300	-
Aide polyvalente	388 000	-	309 492	78 508
Aide d'appoint	-	850 000	850 000	-
Appui au programme et administration	152 700	-	152 700	-
<u>Indonésie</u>				
Aide d'appoint	3 800 000	-	3 799 255	745
Appui au programme et administration	362 700	-	361 945	755
<u>Japon</u>				
Aide d'appoint	1 510 000	1 000 000	2 509 231	769
Appui au programme et administration	253 500	-	206 949	46 551
<u>Liban</u>				
Installation/intégration locale	50 000	-	30 000	20 000
Enseignement secondaire du premier degré	10 000	-	10 000	-
Promotion de la réinstallation	7 500	-	3 000	4 500
Assistance juridique	43 000	-	-	43 000
Orientation	14 000	-	12 000	2 000
Aide d'appoint	25 000	-	15 169	9 831
Appui au programme et administration	132 300	-	93 548	38 752
<u>Macao</u>				
Aide d'appoint	1 450 000	-	1 318 944	131 056
<u>Malaisie</u>				
Installation/intégration locale	3 100 000	-	2 766 299	333 701
Aide d'appoint	6 700 000	200 000	6 871 895	28 105
Appui au programme et administration	528 600	-	519 460	9 140
<u>Pakistan</u>				
Aide polyvalente	97 270 400	-	89 710 924	7 559 476
Aide d'appoint	-	21 936	21 936	-
Appui au programme et administration	721 500	-	718 996	2 504
<u>Papouasie-Nouvelle-Guinée</u>				
Installation/intégration locale	200 000 a/	-	100 000	100 000
<u>Philippines</u>				
Aide d'appoint	1 900 000	616 611	2 516 611	-
Appui au programme et administration	106 700	-	103 591	3 109

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations prélevées sur la réserve du programme/ virements entre allocations/ allocations globales	Dépenses	Solde non engagé
République de Corée				
Aide d'appoint	120 000	-	108 924	11 076
République démocratique populaire lao				
Installation/intégration locale	250 000	-	250 000	-
Appui au programme et administratif	105 300	11 800	117 100	-
Singapour				
Aide d'appoint	1 300 000	-	1 200 000	100 000
Appui au programme et administration	138 900	-	136 756	2 144
Thaïlande				
Promotion de la réinstallation	8 300 000	-	5 473 947	2 826 053
Assistance juridique	29 000	-	26 829	2 171
Orientation	-	35 000	35 000	-
Aide d'appoint	21 000 000	30 000	18 680 800	2 349 200
Appui au programme et administration	731 300	(11 800)	697 023	22 477
Viet Nam				
Installation/intégration locale	4 500 000 a/	1 500 000	5 988 008	11 992
Promotion de la réinstallation	1 200 000	-	700 000	500 000
Appui au programme et administration	390 800	-	390 082	718
Autres pays asiatiques				
Installation/intégration locale	250 000	-	120 000	130 000
Promotion de la réinstallation	10 100 000	-	5 800 813	4 299 187
Total (3)	182 602 390	5 026 778	168 476 049	19 153 119

EUROPE

Allemagne, République fédérale d'				
Installation/intégration locale	30 000	-	30 000	-
Promotion de la réinstallation	67 000	5 700	63 543	9 157
Assistance juridique	120 000	-	80 563	39 437
Orientation	70 000	-	49 408	20 592
Aide d'appoint	-	4 175	4 175	-
Appui au programme et administration	116 300	(8 331)	101 280	6 689

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations prélevées sur la réserve du programme/ virements entre allocations/ globales	Dépenses	Solde non engagé
Autriche				
Installation/intégration locale	150 000	35 000	185 000	-
Promotion de la réinstallation	-	540	540	-
Assistance juridique	16 000	-	16 000	-
Orientation	9 000	-	7 884	1 116
Aide d'appoint	-	7 167	7 167	-
Belgique				
Promotion de la réinstallation	-	18 905	18 905	-
Assistance juridique	-	60 385	60 385	-
Orientation	-	10 000	10 000	-
Aide d'appoint	-	289	289	-
Appui au programme et administration	46 800	-	22 651	24 149
Chypre				
Aide d'appoint	-	1 297	1 297	-
Espagne				
Installation/intégration locale	800 000	-	750 000	50 000
Promotion de la réinstallation	25 000	5 000	30 000	-
Assistance juridique	31 900	2 800	31 558	3 142
Orientation	371 468	-	262 956	108 512
Traitement et rééducation des handicapés	-	22 033	22 033	-
Aide d'appoint	320 000	13 000	332 995	5
Appui au programme et administration	208 800	-	168 754	40 046
France				
Installation/intégration locale	220 000	-	217 273	2 727
Rapatriment volontaire	20 000	-	-	20 000
Aide d'appoint	25 000	-	17 000	8 000
Appui au programme et administration	150 000	(22 000)	127 567	433
Grèce				
Installation/intégration locale	173 000	-	97 206	75 794
Promotion de la réinstallation	-	1 000	1 000	-
Orientation	42 400	4 700	38 662	8 438
Aide d'appoint	80 000	-	70 000	10 000
Appui au programme et administration	60 800	-	58 093	2 707
Irlande				
Aide d'appoint	-	7 508	7 508	-

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations prélevées sur la réserve du programme/ virements entre allocations/ allocations/ globales	Dépenses	Solde non engagé
Italie				
Installation/intégration locale	100 000	2 500	101 656	844
Promotion de la réinstallation	79 250	-	64 124	15 126
Assistance juridique	-	3 500	3 500	-
Aide d'appoint	250 000	76 000	324 193	1 807
Appui au programme et administration	124 300	-	92 952	31 348
Pays-Bas				
Appui au programme et administration	30 900	-	30 478	422
Portugal				
Installation/intégration locale	670 000	7 500	677 497	3
Rapatriment volontaire	15 000	-	3 954	11 046
Assistance juridique	42 000	-	1 312	40 688
Orientation	14 400	2 400	15 399	1 401
Aide d'appoint	230 000	-	229 989	11
Appui au programme et administration	108 400	-	107 150	1 250
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord				
Assistance juridique	126 509	-	114 760	11 749
Orientation	67 700 a/	-	-	67 700
Aide d'appoint	50 000	5 500	55 500	-
Appui au programme et administration	139 200	-	127 532	11 668
Suisse				
Orientation	-	55 845	55 845	-
Aide d'appoint	-	62 943	62 943	-
Turquie				
Installation/intégration locale	45 000	-	44 112	888
Promotion de la réinstallation	71 000	-	67 400	3 600
Aide d'appoint	-	5 300	5 300	-
Appui au programme et administration	17 000	30 331	47 331	-

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations prélevées sur la réserve du programme/ virements entre allocations/ allocations globales	Dépenses	Solde non engagé
<u>Yougoslavie</u>				
Installation/intégration locale	105 000	-	105 000	-
Promotion de la réinstallation	-	37 907	37 907	-
Aide d'appoint	550 000	150 000	700 000	-
Appui au programme et administration	92 500	-	86 393	6 107
Total (4)	6 081 627	608 894	6 053 919	636 602
<u>OCEANIE</u>				
<u>Australie</u>				
Appui au programme et administration	188 300	-	171 562	16 738
Total (5)	188 300	-	171 562	16 738
<u>ALLOCATIONS GLOBALES</u>				
Installation/intégration locale	100 000	(15 800)	67 600	16 600
Enseignement secondaire du premier degré	190 000	(4 000)	186 000	-
Promotion de la réinstallation	1 150 000	(677 536)	420 293	52 171
Rapatriment volontaire	150 000	(47 000)	103 000	-
Assistance juridique	780 000	(223 932)	351 490	204 578
Orientation	536 000	(392 932)	36 728	106 340
Traitement et rééducation des handicapés	250 000	31 885	275 000	6 885
Aide d'appoint	1 002 005	(802 077)	194 000	5 928
Appui au programme et administration	12 270 200	-	12 242 827	27 373
Total (6)	16 428 205	(2 131 392)	13 876 938	419 875
Réserve du programme (7)	13 549 897	(9 387 396)	-	4 162 501
Total général (1 à 7)	355 414 300 <u>a/</u>	-	310 779 355	44 634 945 <u>b/</u>
- En espèce			307 264 296	
- En nature			3 515 059	

(Voir notes du tableau page suivante.)

Notes du tableau 3.

a/ Y compris les allocations reportées de 1980, conformément à la décision du Comité exécutif (A/AC.96/558), soit au total 57 700 dollars.

b/ Allocation de 225 000 dollars à reporter en 1982, conformément à la décision du Comité exécutif (A/AC.96/594).

PROGRAMMES GENERAUX DU HAUT COMMISSARIAT

Fonds extraordinaire :Dépenses en 1981

(En dollars des Etats-Unis)

Projets par pays	Dépenses		
	En espèces	En nature	Total
<u>Autriche</u>			
Assistance aux réfugiés polonais	2 000 000	-	2 000 000
<u>Honduras</u>			
Assistance aux réfugiés guatémaltèques	75 000	-	75 000
<u>Nicaragua</u>			
Assistance aux réfugiés guatémaltèques	26 500	-	26 500
<u>Nigéria</u>			
Assistance aux réfugiés tchadiens	1 023 519	-	1 023 519
<u>Sénégal</u>			
Assistance aux réfugiés de la Guinée-Bissau	240 000	-	240 000
<u>Soudan</u>			
Assistance aux réfugiés ougandais dans le Saida méridional	3 772 080	-	3 772 080
Assistance aux réfugiés tchadiens dans le Soudan occidental	686 254	275 807	962 061
Total	7 823 353	275 807	8 099 160

PROGRAMMES SPECIAUX DU HAUT COMMISSARIAT

I. Compte d'éducation des réfugiésDisponibilités et dépenses en 1981

(En dollars des Etats-Unis)

Projets par pays ou régions	Total des fonds disponibles	Dépenses			Soldes non engagés au 31 décembre 1981
		En espèces	En nature	Total	
Algérie	26 000	22308	-	22 308	3 692
Amérique latine					
Pays de l'Amérique latine septentrionale	190 000	190 000	-	190 000	-
Pays de l'Amérique latine méridionale	52 200	52 200	-	52 200	-
Pays de l'Amérique latine du Nord-Ouest	57 600	54 400	-	54 400	3 200
Asie occidentale	100 000	250	-	100 250	-
Bénin	50 000	50 000	-	50 000	-
Burundi	120 000	120 000	-	120 000	-
Congo	25 000	25 000	-	25 000	-
Djibouti	21 000	21 000	-	21 000	-
Egypte	994 000	994 000	-	994 000	-
Ethiopie	27 000	26 742	-	26 742	258
Gabon	29 975	29 200	-	29 200	775
Kenya	325 000	325 000	-	325 000	-
Libéria	30 148	30 148	-	30 148	-
Nigéria	174 000	174 000	-	174 000	-
Ouganda	36 000	36 000	-	36 000	-
Pakistan	35 000	35 000	-	35 000	-
République centrafricaine	147 000	147 000	-	147 000	-
République-Unie de Tanzanie	258 193	216 000	-	216 000	42 193
République-Unie du Cameroun	170 000	150 000	-	150 000	20 000
Rwanda	130 000	130 000	-	130 000	-
Sénégal	385 850	385 850	-	385 850	-
Somalie	41 000	41 000	-	41 000	-
Soudan	165 300	165 300	-	165 300	-
Zaire	370 000	326 116	-	326 116	43 884
Zambie	85 920	69 618	-	69 618	16 302
Autres pays de l'Afrique occidentale	70 000	70 000	-	70 000	-
Pays divers	-337 340	124 000	-	124 000	213 340
Réserve non allouée	5 806 936	-	-	-	5 806 936
	10 260 712	4 110 132	-	4 110 132	6 150 580

II. Vente de disques et réserve pour les campagnes d'appel de fondsRecettes et dépenses de 1981

(En dollars des Etats-Unis)

	Ventes de disques	Réserves pour les campagnes d'appel de fonds
<u>Solde au 1er janvier 1981</u>	473 774	200 000
<u>Recettes</u>		
Ventes	116	-
<u>Dépenses</u>		
Projet concernant la planification préalable de mesures à prendre en cas d'urgence	(200 000)	-
<u>Solde au 31 décembre 1981</u>	273 890	200 000

III. Autres programmes spéciaux
Disponibilités et dépenses en 1981

(En dollars des Etats-Unis)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Total	Soldes non engagés au 31 décembre 1981
		En espèces	En nature		
<u>1. Opération de Chypre</u>	13 092 779				
Agriculture		752 205	-	752 205	-
Enseignement		692 335	-	692 335	-
Matériel de communication		9 213	-	9 213	-
Santé		4 335 000	-	4 335 000	-
Aide polyvalente		172 677	-	172 677	-
Abris		5 820 558	-	5 820 558	-
Aide d'appoint		382 052	-	382 052	-
Transports		15 000	-	15 000	-
Appui au programme et administration		411 714	-	411 714	502 025
Total	13 092 779	12 590 754	-	12 590 753	502 025
<u>2. Centres d'accueil en Asie du Sud-Est</u>					
Aide polyvalente		12 463 926	-	12 463 926	-
Appui au programme et administration		116 008	-	115 008	-
Total	12 579 934	12 579 934	-	12 579 934	-
<u>3. Départements organisés du Viet Nam</u>					
Réinstallation		1 710 000	-	1 710 000	-
Appui au programme et administration		288 712	-	288 712	-
Total	2 638 506	1 998 712	-	1 998 712	639 794

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Solides non engagés au 31 décembre 1981
		En espèces	En nature	
<u>4. Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens</u>				
Vêtements	34 752 118	-	667 000	667 000
Alimentation		-	638 902	638 902
Aide polyvalente		33 073 828	-	33 073 828
Appui au programme et administration		372 388	-	372 388
Total	34 752 118	33 446 216	1 305 902	34 752 118
<u>5. Assistance humanitaire Bangladesh/Birmanie</u>				
Santé	716 809	695 000	-	695 000
Appui au programme et administration		21 809	-	21 809
Total	716 809	716 809	-	716 809
<u>6. Formation linguistique en Asie du Sud-Est</u>				
Education	7 245 567	633 809	-	21 809
Total	7 245 567	6 316 959	-	928 608
<u>7. Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens rentrés dans leur pays</u>				
Alimentation	3 753 945	-	991 552	991 552
Aide polyvalente		1 407 029	-	1 407 029
Transports		278 630	-	278 630
Appui au programme et administration		183 143	-	183 143
Total	3 753 945	1 868 802	991 552	2 860 354

Programmes	Total des fonds disponibles		Dépenses		Soldes non engagés au 31 décembre 1981
	En espèces	En nature	En espèces	Total	
8. Programme de lutte contre la piraterie en Asie du Sud-Est	813 636	-	-	-	813 636
9. Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés d'Afrique australe	6 208 326	-	-	-	6 208 326
Vêtements	-	301 331	301 331	301 331	-
Enseignement	2 730 012	68 129	2 798 141	2 798 141	-
Ustensiles de ménage	-	1 345	1 345	1 345	-
Alimentation	-	137 309	137 309	137 309	-
Santé	-	52 101	52 101	52 101	-
Intégration locale	54 545	-	54 545	54 545	-
Aide polyvalente	-	281 236	281 236	281 236	-
Transports	62 000	-	62 000	62 000	-
Total	6 208 326	2 846 557	841 451	3 688 008	2 520 318
10. Aide humanitaire à l'Ouganda	1 196 963	-	-	-	1 196 963
Aide d'urgence	29 479	-	-	29 479	-
Santé	5 136	-	-	5 136	-
Aide polyvalente	802 337	-	-	802 337	-
Transports	143 692	-	-	143 692	-
Appui au programme et administration	216 319	-	-	216 319	-
Total	1 196 963	1 196 963	-	1 196 963	-
11. Assistance humanitaire au Zimbabwe	8 222 249	-	-	-	8 222 249
Vêtements	-	5 580	5 580	5 580	-
Enseignement	200 726	-	-	200 726	-
Alimentation	-	17 368	17 368	17 368	-
Aide polyvalente	6 123 517	654 547	6 778 064	6 778 064	-
Appui au programme et administration	738 148	-	738 148	738 148	-
Total	8 222 249	7 062 391	677 495	7 739 886	482 363

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Soldes non engagés au 31 décembre 1981
		En espèces	En nature	
12. Rapatriement/réadaptation des réfugiés tchadiens	10 327 426			
Alimentation	-	2 540 400	2 540 400	-
Aide polyvalente	4 598 302	-	4 598 302	-
Appui au programme et administration	1 096 406	-	1 096 406	-
Total	10 327 426	5 694 708	2 540 400	2 092 318
13. Assistance aux réfugiés éthiopiens rentrés dans leur pays	7 532 217			
Alimentation	-	5 982 759	5 982 759	-
Appui au programme et administration	25 992	-	25 992	-
Total	7 532 217	25 992	5 982 759	1 523 466
14. Fonds spéciaux pour des solutions durables	3 426 947			
Aide polyvalente	117 650	-	117 650	3 309 297
Total	3 426 947	117 650	-	3 309 297
15. Autres fonds d'affectation spéciale	45 446			
<u>Allemagne, République fédérale d'</u>				
Appui au programme et administration	45 446	-	45 446	-
<u>Algérie - Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés sahraouis</u>	246 107			
Alimentation		100 000	-	100 000
Aide polyvalente		146 107	-	146 107

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Soldes non engagés au 31 décembre 1981
		En espèces	En nature	
<u>Amérique latine méridionale</u>	27 000			
Aide supplémentaire		27 000	-	27 000
<u>Angola</u>	1 884 202			
Ustensiles de ménage		400 000	-	400 000
<u>Belgique</u>	571 308			
Intégration locale		291 023		291 023
Appui au programme et administration		48 052		48 052
<u>Botswana</u>	25 791			
Aide d'appoint		25 791		25 791
<u>Chine</u>	3 980			
Aide polyvalente		3 980		3 980
<u>Djibouti</u>	149 349			
Appui au programme et administration		65 655		65 655
<u>Assistance humanitaire dans la Corne de l'Afrique</u>				
Enseignement		26 412		26 412
Intégration locale		32 939		32 939
Transports		24 343		24 343
<u>Egypte</u>	9 278			
Intégration locale		2 000		2 000
Aide d'appoint		7 000		7 000
				232 233
				1 484 202
				278

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Total	Soldes non engagés au 31 décembre 1981
		En espèces	En nature		
<u>Ethiopie</u>	723 000				
Réinstallation		50 000	-	50 000	
Aide d'appoint		10 000	-	10 000	
<u>Assistance humanitaire dans la Corne de l'Afrique</u>					
Agriculture		58 000	-	58 000	
Véhicules		600 000	-	600 000	
Transports		5 000	-	5 000	
<u>Honduras</u>	652 896				
Alimentation		-	606 000	606 000	
Santé		-	46 896	46 896	
<u>Japon</u>	52 399				
Aide polyvalente		2 399	-	2 399	
Appui au programme et administration		50 000	-	50 000	
<u>Kenya</u>	22 828				
Aide d'appoint		22 542	-	22 542	286
<u>Lesotho</u>	117 027				
Aide d'appoint		117 027	-	117 027	
<u>Liban</u>	175 349				
<u>Action spéciale au Liban</u>					
Enseignement		40 000	-	40 000	
Santé		62 400	-	62 400	
Intégration locale		66 948	-	66 948	6 001
<u>Mozambique</u>	10 000				
Aide d'appoint		10 000	-	10 000	

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Solides non engagés au 31 décembre 1981
		En espèces	En nature	
<u>Ouganda</u>	3 000			
Aide d'appoint		3 000	-	3 000
<u>Pakistan</u>	19 025 361			
Alimentation		-	17 088 439	17 088 439
Santé		-	13 861	13 861
Aide polyvalente		1 090 850	665 489	1 756 339
Transports		-	80 952	80 952
Appui au programme et administration		31 715	-	31 715
				54 055
<u>Philippines</u>	393 011			
Enseignement		13 877	-	13 877
Formation linguistique		183 968	-	183 968
				195 166
<u>République arabe syrienne</u>	8 726			
Intégration locale		8 726	-	8 726
				-
<u>République démocratique populaire lao</u>	2 517 232			
Agriculture		262 106	-	262 106
Alimentation		683 409	782 600	1 466 009
Aide polyvalente		277 000	-	277 000
				512 117
<u>République-Unie de Tanzanie</u>	654 333			
Alimentation		-	629 333	629 333
Aide d'appoint		25 000	-	25 000
<u>République-Unie du Cameroun</u>	-1 362 873			
Alimentation		-	1 298 021	1 298 021
Santé		-	9 948	9 948
				54 904

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Total	Soldes non engagés au 31 décembre 1981
		En espèces	En nature		
<u>Rwanda</u>	66 141				
Aide polyvalente		65 515	-	65 515	626
<u>Somalie</u>	12 964 950				
Enseignement		2 397	13 960	16 357	
Ustensiles de ménage		-	86 580	86 580	
Santé		815 000	126 906	941 906	
Alimentation		-	8 661 968	8 661 968	
Transports		-	1 998 377	1 998 377	
Eau		270 000	-	270 000	
Aide polyvalente		-	950 527	950 527	39 235
<u>Soudan</u>	2 852 878				
Enseignement		176 000	-	176 000	
Couvertures		-	63 877	63 877	
Orientation		142 576	-	142 576	
Santé		-	21 905	21 905	
Abris		-	161 771	161 771	
Intégration locale		1 135 884	-	1 135 884	
Aide polyvalente		-	33 420	33 420	1 117 445
<u>Suisse</u>	1 980				
Enseignement		1 980	-	1 980	
<u>Swaziland</u>	40 000				
Aide d'appoint		40 000	-	40 000	
<u>Thaïlande</u>	156 598				
Enseignement		154 549	-	154 549	2 049

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Soldes non engagés au 31 décembre 1981
		En espèces	En nature	
<u>Viet Nam</u>	1 068 388			
Agriculture		37 000	-	37 000
Enseignement		605 397	-	605 397
Alimentation		-	303 472	303 472
Intégration locale		40 000	-	40 000
				82 519
<u>Zaire</u>	5 856 046			
Alimentation		-	2 991 264	2 991 264
Santé		-	5 205	5 205
Abris		-	21 570	21 570
Transports		-	53 623	53 623
Aide d'appoint		4 000	-	4 000
Aide polyvalente		1 641 867	687 481	2 329 348
<u>Rapatriement/réadaptation des réfugiés zairois</u>				
Transports		125 000	-	125 000
				326 036
<u>Zambie</u>	802 389			
Alimentation		-	746 500	746 500
Aide d'appoint		55 889	-	55 889
<u>Zimbabwe</u>	263 251			
Alimentation		-	8 929	8 929
Aide d'appoint		28 000	-	28 000
<u>Fonds d'affectation spéciale pour le Zimbabwe</u>				
Enseignement		26 322	-	26 322
Rapatriement volontaire		200 000	-	200 000

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Total	Soldes non engagés au 31 décembre 1981
		En espèces	En nature		
<u>Divers pays</u>					
Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés handicapés	184 921	-	-	-	184 921
Administrateurs auxiliaires	2 252 757	1 496 167	-	1 496 167	756 590
Aide polyvalente	50 483	50 483	-	50 483	-
Aide d'appoint	58 705	6 540	-	6 540	52 165
Promotion de la protection internationale	74 457	74 457	-	74 457	-
Transports	266 530	266 530	-	266 530	-
Réinstallation	92 864	92 864	-	92 864	-
Appui au programme et administration	1 759 999	1 632 810	-	1 632 810	127 189
Autres fonds d'affectation spéciale - montants non encore engagés	21 232 542	-	-	-	21 232 542
Total	78 726 375	14 106 942	38 158 874	52 265 816	26 460 559

ETAT DES PROJETS D'EXERCICE ANTERIEUR AU 31 DECEMBRE 1981-
ENSEMBLE DES FONDS

Engagements réglés et engagements non réglés par
pays/zone et opération

(En dollars des Etats-Unis)

Pays/zone/opération et origine des fonds	Engagements non réglés au 1er janvier 1981	Décaissements en 1981	Engagements annulés en 1981	Engagements non réglés au 31 décembre 1981
<u>Programmes généraux</u>				
<u>Programme annuel</u>				
Algérie	32 904	-	32 904	-
Allemagne, République fédérale d'	7 367	3 414	3 953	-
Amérique latine				
Pays de l'Amérique latine septentrionale	838 682	631 478	142 219	64 985
Pays de l'Amérique latine méridionale	110 417	92 500	16 533	1 384
Pays de l'Amérique latine du Nord-Ouest	6 614	656	5 958	-
Angola	3 028 111	551 436	1 021 349	1 455 326
Argentine	244 046	159 643	84 403	-
Asie occidentale	48 383	1 716	30 703-	15 964
Australie	19 575	7 725	11 850	-
Autriche	10 000	10 000	-	-
Bénin	535	535	-	-
Belgique	484	-	484	-
Botswana	37 008	10 006	27 002	-
Burundi	43 105	10 993	32 112	-
Canada	14 493	79	14 414	-
Chili	99 279	79 924	19 355	-
Chine	1 231 599	1 210 764	20 835	-
Chypre	1 500	1 415	85	-
Congo	7 513	7 513	-	-
Côte d'Ivoire	57 656	37 299	20 357	-
Djibouti	2 975 834	1 668 918	238 929	1 067 987
Egypte	255 724	196 588	59 136	-
Espagne	45 886	28 186	17 700	-
Etats-Unis d'Amérique	8 101	3 487	4 614	-
Ethiopie	185 495	170 773	14 722	-

Tableau 6 (suite)

Pays/zone/opération et origine des fonds	Engagements non réglés au 1er janvier 1981	Décaissements en 1981	Engagements annulés en 1981	Engagements non réglés au 31 décembre 1981
Programme annuel (suite)				
France	19 480	3 553	15 927	-
Gabon	616	31	585	-
Gambie	62 815	28 456	11 496	22 863
Ghana	77 119	67 613	9 506	-
Haute-Volta	2 802	461	2 341	-
Hong-kong	1 791 419	485 197	1 306 222	-
Inde	31 910	20 141	11 769	-
Indonésie	2 065 391	849 068	1 216 323	-
Italie	17 614	6 279	11 335	-
Jamahiriya arabe libyenne	1 831	-	1 831	-
Japon	175 608	157 806	17 802	-
Kenya	734 961	75 509	246 842	412 610
Lesotho	283 584	127 396	6 728	149 460
Liban	43 170	8 412	34 758	-
Liberia	19 658	19 601	57	-
Macao	269 290	1 208	268 082	-
Malaisie	808 188	313 765	386 828	107 595
Mali	1 223	312	911	-
Maroc	2 757	-	2 757	-
Mozambique	67 433	11 514	55 919	-
Niger	3 054	836	2 218	-
Nigéria	510 092	136 297	212 702	161 093
Ouganda	1 127 101	77 923	328 403	720 775
Pakistan	8 151 174	1 019 016	7 132 158	-
Papouasie-Nouvelle- Guinée	22 800	22 800	-	-
Pérou	59 186	5 561	53 625	-
Philippines	461 502	443 242	18 260	-
Portugal	22 171	1 611	20 560	-
République centrafricaine	169 008	156 632	9 702	2 674
République de Corée	43 569	-	43 569	-
République démocratique populaire lao	12 113	9 171	2 942	-
République socialiste du Viet Nam	953 656	838 219	115 437	-
République-Unie de Tanzanie	183 042	84 919	76 327	21 796
République-Unie du Cameroun	2 606 385	1 784 509	799 139	22 677

Tableau 6 (suite)

Pays/zone/opération et origine des fonds	Engagements non régliés au 1er janvier 1981	Décaissements en 1981	Engagements annulés en 1981	Engagements non régliés au 31 décembre 1981
Programme annuel (suite)				
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	10 474	10 354	120	-
Rwanda	32 149	2 718	29 431	-
Sénégal	12 795	(4 304)	17 099	-
Sierra Leone	184 351	136 145	5 299	42 907
Singapour	766 576	48 565	718 011	-
Somalie	15 990 930	12 730 401	1 236 547	2 023 982
Soudan	5 695 013	1 828 880	2 549 136	1 316 997
Suisse	19 885	19 885	-	-
Swaziland	140 582	1 174	139 408	-
Tchad	850	100	750	-
Thaïlande	3 622 751	273 301	2 572 838	776 612
Togo	1 626	305	1 321	-
Turquie	26 137	24 636	1 501	-
Yougoslavie	44 809	38 079	6 730	-
Zaire	2 068 385	892 231	1 136 511	39 643
Zambie	1 449 517	827 709	607 936	13 872
Zimbabwe	1 191	-	1 191	-
Autres pays de l'Afrique occidentale	3 033	-	3 033	-
Autres pays asiatiques	1 065 418	271 707	793 711	-
Allocations globales	2 290 413	1 135 882	777 978	376 553
Total partiel	63 538 918	29 879 934	24 841 229	8 817 755
Fonds extraordinaire				
Kenya	5 614	-	5 614	-
Nicaragua	72 000	72 000	-	-
République centrafricaine	360 000	328 101	31 899	-
République-Unie du Cameroun	8 127	8 127	-	-
Soudan	175 736	81 408	94 328	-
Total partiel	621 477	489 636	131 841	-

Tableau 6 (suite)

Pays/zone/opération et origine des fonds	Engagements non réglés au 1er janvier 1981	Décaissements en 1981	Engagements annulés en 1981	Engagements non réglés au 31 décembre 1981
Programmes spéciaux				
Compte d'éducation				
Algérie	935	935	-	-
Amérique latine				
Pays de l'Amérique latine septentrionale	27 682	3 158	10 280	14 244
Pays de l'Amérique latine méridionale	1 000	1 000	-	-
Pays de l'Amérique latine Nord-Ouest	3 500	-	3 500	-
Asie occidentale	54 449	6 854	21 762	25 833
Burundi	31 670	26 565	5 105	-
Djibouti	19 947	7 469	12 478	-
Egypte	431 239	345 633	84 606	-
Ethiopie	8 807	8 807	-	-
Gabon	12 982	10 016	-	2 966
Kenya	345 022	89 294	179 600	76 708
Nigéria	147 003	45 854	101 149	-
Ouganda	125 071	51 501	49 433	24 137
République-Unie de Tanzanie	10 334	2 558	7 776	-
Rwanda	113 429	63 137	50 292	-
Sénégal	82 212	82 212	-	-
Sierra Leone	41 858	5 845	4 058	31 955
Soudan	146 944	57 961	45 104	43 879
Zaïre	37 929	16 549	21 380	-
Zambie	36 863	32 127	4 736	-
Allocations globales	106 577	69 516	2 831	34 230
Total partiel	1 786 033	927 991	604 090	253 952
Autres programmes spéciaux				
<u>Opération de chypre</u>	1 664 334	1 237 787	271 436	155 111
<u>Centres d'accueil en Asie du Sud-Est</u>	6 752 535	3 949 307	2 351 670	451 558
<u>Départs organisés du Viet Nam</u>	520 864	393 421	127 443	-
<u>Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens</u>	11 419 730	5 016 683	4 972 464	1 430 583

Tableau 6 (suite)

Pays/zone/opération et origine des fonds	Engagements non réglés au 1er janvier 1981	Décaissements en 1981	Engagements annulés en 1981	Engagements non réglés au 31 décembre 1981
<u>Autres programmes spéciaux (suite)</u>				
<u>Assistance humanitaire</u>				
<u>Bangladesh/Birmanie</u>	404 898	209 452	5 446	190 000
<u>Formation linguistique en Asie du Sud-Est</u>	3 346 755	2 504 954	531 561	310 240
<u>Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens rentrés dans leur pays</u>	2 552 812	2 076 577	4 285	471 950
<u>Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés d'Afrique australe</u>	3 409 156	2 552 710	425 463	430 983
<u>Assistance humanitaire à l'Ouganda</u>	1 414 915	832 675	257 502	324 738
<u>Assistance humanitaire au Zimbabwe</u>	2 600 313	2 388 682	150 941	60 690
<u>Programme d'assistance en Indochine</u>	1 205 340	663 253	174 831	367 256
<u>Personnes déplacées d'Indochine en Thaïlande et ailleurs</u>	17 255	-	17 255	-
<u>Assistance humanitaire au Nicaragua</u>	551 737	540 697	11 040	-
<u>Assistance humanitaire dans la Corne de l'Afrique</u>	425 950	209 836	198 252	17 862
<u>Réadaptation/rapatriement des réfugiés zairois</u>	441 672	171 895	184 793	84 984
<u>Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés de la Guinée équatoriale</u>	358 120	3 503	354 617	-
<u>Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés du Zimbabwe</u>	1 335 135	693 122	550 370	91 643

Tableau 6 (suite)

Pays/zone/opération et origine des fonds	Engagements non réglés au 1er janvier 1981	Décaissements en 1981	Engagements annulés en 1981	Engagements non réglés au 31 décembre 1981
Autres fonds d'affectation spéciale				
Angola	476 419	346 454	111 433	18 532
Argentine	23 635	23 635	-	-
Belgique	1 309 997	594 319	35 544	680 134
Botswana	50 243	28 578	21 665	-
Cap-Vert	16 741	-	16 741	-
Djibouti	116 637	90 228	-	26 409
Egypte	18 221	18 214	7	-
Espagne	8 634	-	8 634	-
Ethiopie	605 440	459 335	2 403	143 702
Mozambique	4 450	30	4 420	-
Ouganda	3 000	803	2 197	-
Pakistan	5 216 919	5 203 781	13 138	-
Pays-Bas	15 000	15 000	-	-
République arabe syrienne	9 278	9 278	-	-
République démocratique populaire lao	1 754 244	1 491 706	15 572	246 966
République-Unie de Tanzanie	683 055	200 000	-	483 055
République-Unie du Cameroun	1 112 773	1 079 527	33 246	-
Somalie	7 296 640	4 604 150	2 692 490	-
Soudan	4 139 755	3 168 652	780 235	190 868
Thaïlande	55 087	53 038	2 049	-
Viet Nam	515	-	515	-
Zaïre	77 956	-	2 250	75 706
Zambie	15 998	15 998	-	-
Zimbabwe	2 032 967	1 973 135	-	59 832
Siège et divers	512 016	159 215	315 064	37 737
Total partiel	64 022 141	43 023 448	14 648 154	6 350 539
Total	129 968 569	74 321 009	40 225 314	15 422 246

STAT DES ENGAGEMENTS AU 31 DECEMBRE 1981 - ENSEMBLE DES FONDS

(En dollars des Etats-Unis)

	Programmes généraux				Programmes spéciaux			
	Programme annuel		Fonds extraordinaire	Compte d'éducation des réfugiés	Vente de disques	Autres programmes spéciaux a/	Total	
	Programme de 1981	Programme d'exercices antérieurs						
<u>Engagements non réglés au 1er janvier 1981</u>	-	63 538	622	1 786	-	64 023	129 969	
<u>Dépenses engagées en 1981</u>	310 779	-	8 099	4 110	200	151 068	474 256	
Total	310 779	63 538	8 721	5 896	200	215 091	604 225	
<u>Engagements réglés en 1981</u>	226 417	29 880	3 505	2 638	70	132 799	395 309	
Par décaissement/par livraison	-	24 841	132	604	-	14 648	40 225	
Par annulation	226 417	54 721	3 637	3 242	70	147 447	435 534	
Total	226 417	84 561	3 637	3 242	70	147 447	435 534	
<u>Engagements non réglés au 31 décembre 1981</u>	84 362	-	5 084	2 400	130	61 293	153 269	
Engagements de l'année 1981	-	8 817	-	254	-	6 351	15 422	
Engagements d'exercices antérieurs b/	84 362	8 817	5 084	2 654	130	67 644	168 691	
Total des engagements non réglés	84 362	13 634	5 084	2 654	130	74 689	183 110	
Dont : En espèces	83 047	8 817	5 084	2 654	130	37 704	137 436	
En nature	1 315	-	-	-	-	29 940	31 255	

a/ On trouvera en annexe au présent tableau la ventilation par opération.

b/ Ventilation chronologique par année au 31 décembre 1981 :

	1976	1977	1978	1979	1980	Total
1976	483	34	342	456	2 150	483
1977	34	342	456	2 150	12 299	34
1978	342	456	2 150	12 299	15 422	342
1979	456	2 150	12 299	15 422	67 644	456
1980	2 150	12 299	15 422	67 644	31 255	2 150
Total	483	34	342	456	2 150	483

ETAT DES ENGAGEMENTS AU 31 DECEMBRE 1981 - AUTRES PROGRAMMES SPECIAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Opération de Chypre	Centres d'accueil en Asie du Sud-Est	Départs organisés du Viet Nam	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampouchéens	Assistance humanitaire Bangladesh/Birmanie	Formation linguistique en Asie du Sud-Est	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampouchéens rentrés dans leur pays
<u>Engagements non réglés au 1er janvier 1981</u>	1 664	6 753	521	11 420	405	3 347	2 553
<u>Dépenses engagées en 1981</u>	12 591	12 580	1 999	34 752	717	6 317	2 860
Total	14 255	19 333	2 520	46 172	1 122	9 664	5 413
<u>Engagements réglés en 1981</u>	8 564	12 609	2 045	28 951	231	6 384	2 842
Par décaissement/par livraison	271	2 352	127	4 972	6	532	4
Par annulation	8 835	14 961	2 172	33 923	237	6 916	2 846
Total							
<u>Engagements non réglés au 31 décembre 1981</u>	5 265	3 921	348	10 818	695	2 438	2 095
Engagements de l'année 1981	155	451	-	1 431	190	310	472
Engagements d'exercices antérieurs a/	5 420	4 372	348	12 249	885	2 748	2 567
Total des engagements non réglés	5 420	4 372	348	11 515	885	2 438	1 575
Dont : En espèces	-	-	-	724	-	310	992
En nature							

a/ Ventilation chronologique par année au 31 décembre 1981 :

1976							
1977							
1978	6						
1979	149	451		1 431	190	310	472
1980	155	451		1 431	190	310	472
Total							

	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés d'Afrique australe	Assistance humanitaire à l'Ouganda au Zimbabwe	Réadaptation/ rapatriement des réfugiés tchadiens	Assistance aux réfugiés éthiopiens rentrés dans leur pays	Fonds spécial pour des solutions durables	Autres fonds d'affectation spéciale	Total
<u>Engagements non réglés au 1er janvier 1981</u>	3 409	1 415	-	-	-	29 936	64 023
<u>Dépenses engagées en 1981</u>	3 688	1 197	8 235	6 008	118	52 266	151 068
Total	7 097	2 612	8 235	6 008	118	82 202	215 091
<u>Engagements réglés en 1981</u>							
Par décaissement/par livraison	3 169	1 999	4 220	25	-	52 830	132 799
Par annulation	425	258	-	-	-	5 550	14 648
Total	3 594	2 257	4 220	25	-	58 380	147 447
<u>Engagements non réglés au 31 décembre 1981</u>							
Engagements de l'année 1981	3 072	30	4 015	5 983	118	21 297	61 293
Engagements d'exercices antérieurs a/	431	325	-	-	-	2 525	6 351
Total des engagements non réglés	3 503	355	4 015	5 983	118	23 822	67 644
Dont : En espèces	2 421	31	1 475	-	118	6 487	37 704
En nature	1 082	324	2 540	5 983	-	17 335	29 940
<u>a/ Ventilation chronologique par année au 31 décembre 1981 :</u>							
1976						483	483
1977						34	34
1978	225					111	342
1979	87					649	736
1980	119	325				1 248	4 756
Total	431	325				2 525	6 351

Tableau 8

PRETS ACCORDES A DES REFUGIES OU EN LEUR FAVEUR

(En dollars des Etats-Unis)

	Pour l'année 1981	Taux cumulatifs au 31 décembre 1981	
<u>Total des prêts accordés</u>	-	16 362 777	
<u>Ajustements</u>			
Sommes non utilisées remboursées par des agents d'exécution	-	(817 068)	
Ajustements de change	(1 633 964)	4 755 997	
			20 301 706
<u>Règlements</u>			
Remboursements	(418 356) a/	(9 267 833)	
Conversion de prêts en dons/passation par profits et pertes	(618)	(749 410)	
Frais de recouvrement et autres frais des agents d'exécution	(18 380)	(285 329)	
			(10 302 572)
<u>Total des prêts non remboursés au 31 décembre 1981</u>			<u>9 999 134</u>
Dont montants à rembourser dès réception :			
A la fondation Calouste Gulbenkian			(19 571)
Au Conseil norvégien pour les réfugiés			(48 206)
A des agents d'exécution pour frais de recouvrement			<u>(518 584)</u>
<u>Total des prêts remboursables au Haut Commissariat au 31 décembre 1981</u>			<u>9 412 773 b/</u>

a/ Ventilation des remboursements :

HCR	414 397
Conseil norvégien pour les réfugiés	1 499
Fondation Gulbenkian	2 460
	<u>418 356</u>

b/ Ventilation selon l'origine des fonds :

Programmes annuels de 1963 à 1981	83 646
Grands programmes d'assistance	9 324 475
Fonds d'affectation spéciale	4 652
	<u>9 412 773</u>

PLACEMENTS AU 31 DECEMBRE 1981
(En dollars des Etats-Unis)

Banques	Délai	Taux d'intérêt (pourcentage annuel)	Echéance	Montant	Intérêts échus
Comptes à vue avec préavis de retrait					
Citibank Zürich	2 jours	13		<u>2 300 000</u>	-
Comptes de dépôt					
Livres sterling					
Lloyds Bank International, Londres £1 500 000	7 jours	14 1/8	7 janv. 1982	2 952 756	-
Dollars des Etats-Unis					
Mitsui Bank, Londres	5 mois	19 1/8	4 janv. 1982	3 000 000	239 062
Amsterdam-Rotterdam Bank, Amsterdam	5 mois	19 5/16	6 janv. 1982	1 000 000	78 859
Chase Manhattan Bank, Paris	7 jours	13 3/4	7 janv. 1982	2 000 000	-
Chemical Bank, Londres	7 jours	13	7 janv. 1982	2 000 000	-
Union de Banques Suisses, Genève	7 jours	13 3/4	7 janv. 1982	1 000 000	-
Dai-ichi Kangyo Bank, Londres	3 mois	16 5/16	8 janv. 1982	3 000 000	114 187
Commerzbank, Francfort	4 mois	18 1/2	11 janv. 1982	2 000 000	114 083
First National Bank of Boston, Londres	5 mois	18 3/16	14 janv. 1982	5 000 000	351 120
Chemical Bank, Zürich	5 mois	18 1/8	14 janv. 1982	3 000 000	209 948
Union de Banques Arabes et Françaises, Neuilly	5 mois	18 5/16	14 janv. 1982	3 000 000	212 120
Nordfinanz-Bank, Zürich	4 mois	17 13/16	18 janv. 1982	2 000 000	103 906
Tokai Bank, Londres	4 mois	17 13/16	18 janv. 1982	2 000 000	103 906
Moscow Narodny Bank, Londres	5 mois	18 11/16	21 janv. 1982	1 000 000	68 521
Banco do Brasil, Londres	1 mois	12 15/16	21 janv. 1982	2 000 000	7 187
Bank of Montreal, Londres	1 mois	12 7/8	21 janv. 1982	2 000 000	7 153
Mitsubishi Bank, Londres	1 mois	12 15/16	21 janv. 1982	2 000 000	7 188
Algemene Bank Nederland, Amsterdam	5 mois	18 15/16	29 janv. 1982	2 000 000	128 354
Tokai Bank, Londres	2 mois	12	29 janv. 1982	3 000 000	31 000
Saudi International Bank, Londres	5 mois	19	1 fév. 1982	2 000 000	127 722
Union de Banques Suisses, Genève	2 mois	12 7/16	8 fév. 1982	3 000 000	23 839
Commerzbank, Frankfort	5 mois	18 1/2	11 fév. 1982	1 000 000	57 042
European Arab Bank, Bruxelles	5 mois	18 7/16	11 fév. 1982	2 000 000	113 698
Banque Scandinave en Suisse, Genève	6 mois	18 3/8	15 fév. 1982	5 000 000	354 740
Irving Trust Company, Londres	3 mois	13 1/2	17 fév. 1982	3 000 000	49 500
Bayerische Landesbank, Londres	6 mois	18 3/4	22 fév. 1982	4 000 000	275 000
Mitsubishi Bank, Londres	6 mois	18 13/16	22 fév. 1982	3 000 000	206 937
Tokai Bank, Londres	6 mois	18 13/16	22 fév. 1982	3 000 000	206 937
Nordic Bank, Londres	4 mois	16 7/16	22 fév. 1982	2 000 000	63 924
Banque de Paris et des Pays-Bas, Genève	6 mois	19 1/16	26 fév. 1982	5 000 000	323 003
Union de Banques Arabes et Françaises, Neuilly	6 mois	19	26 fév. 1982	2 000 000	128 778
Banque belge, Londres	5 mois	16 5/8	8 mars 1982	3 000 000	116 375
Banque Worms, Paris	5 mois	16 5/8	8 mars 1982	3 000 000	116 375
Manufacturers Hanover Trust Co., Londres	5 mois	18 1/8	8 mars 1982	2 000 000	86 598
European Arab Bank, Bruxelles	5 mois	18 1/8	8 mars 1982	1 000 000	43 299
Samuel Montagu and Co., Londres	5 mois	18 1/8	8 mars 1982	1 000 000	43 299
Irving Trust Company, Londres	6 mois	18 7/16	11 mars 1982	2 000 000	113 698
Manufacturers Hanover Trust Co., Londres	6 mois	17 3/4	17 mars 1982	3 000 000	155 312
Royal Bank of Canada, Paris	6 mois	17 5/8	22 mars 1982	2 000 000	97 917
Barclays Bank International, Londres	5 mois	16 3/8	22 mars 1982	3 000 000	95 521
Canadian Imperial Bank of Commerce, Londres	5 mois	16 3/8	22 mars 1982	2 000 000	63 681
Deutsche Bank, Francfort	5 mois	16 3/8	22 mars 1982	2 000 000	63 681
International Westminster Bank, Londres	5 mois	16 3/8	22 mars 1982	2 000 000	63 681
Privatbanken, Copenhague	4 mois	12 1/4	30 mars 1982	3 000 000	31 646
Banca Nazionale del Lavoro, Londres	4 mois	12 1/4	31 mars 1982	3 000 000	31 646
Samuel Montagu and Co., Londres	4 mois	12 1/4	31 mars 1982	1 000 000	10 549

Tableau 9 (suite)

Banques	Délai	Taux d'intérêt (pourcentage annuel)	Echéance	Montant	Intérêts échus
Deutsche Girozentrale International, Luxembourg	6 mois	18 3/16	6 avr. 1982	2 000 000	86 896
Midland Bank International, Londres	6 mois	18 3/16	6 avr. 1982	2 000 000	86 896
Nederlandse Credietbank, Amsterdam	6 mois	18,15	6 avr. 1982	2 000 000	86 717
Société Générale de Banque, Bruxelles	6 mois	18 3/16	6 avr. 1982	2 000 000	86 896
Bank of Tokyo, Londres	6 mois	16 11/16	8 avr. 1982	3 000 000	116 812
Nordic Bank, Londres	6 mois	16 11/16	8 avr. 1982	3 000 000	116 812
Den Norske Creditbank, Luxembourg	4 mois	12 11/16	8 avr. 1982	3 000 000	24 318
Société Générale, Paris	6 mois	16 1/2	22 avr. 1982	3 000 000	96 250
Mitsui Bank, Londres	5 mois	13 3/8	4 mai 1982	2 000 000	20 062
Saudi International Bank, Londres	5 mois	12 7/8	10 mai 1982	3 000 000	24 677
Banque Worms, Paris	5 mois	12 7/8	10 mai 1982	1 000 000	8 226
Commerzbank, Francfort	5 mois	14 1/8	17 mai 1982	2 000 000	10 986
Deutsche Girozentrale International, Luxembourg	6 mois	12 13/16	28 mai 1982	3 000 000	33 099
Svenska Handelsbanken, Stockholm	6 mois	12 11/16	28 mai 1982	3 000 000	32 776
Algemene Bank Nederland, Amsterdam	6 mois	13 3/16	4 juin 1982	3 000 000	29 672
Midland Bank International, Londres	6 mois	13 5/16	4 juin 1982	3 000 000	29 953
Mitsubishi Bank, Londres	6 mois	13 3/8	4 juin 1982	2 000 000	20 062
Nederlandse Credietbank, Amsterdam	6 mois	13,28	4 juin 1982	2 000 000	19 920
Osterreichische Landesbank, Vienne	6 mois	13 1/8	4 juin 1982	3 000 000	29 511
Royal Bank of Canada, Paris	6 mois	13 1/8	4 juin 1982	3 000 000	29 511
Scandinavian Bank, Londres	6 mois	13 1/4	4 juin 1982	3 000 000	29 612
Société Générale de Banque, Bruxelles	6 mois	13 3/16	4 juin 1982	3 000 000	29 612
Fuji Bank, Londres	6 mois	12 7/8	8 juin 1982	2 000 000	16 451
Genossenschaftliche Zentralbank, Vienne	6 mois	12 7/8	8 juin 1982	3 000 000	24 677
Privatbanken, Copenhague	6 mois	12 15/16	8 juin 1982	2 000 000	16 531
Banco do Brazil, Londres	6 mois	14 3/16	17 juin 1982	3 000 000	16 552
Standard Chartered Bank, Londres	6 mois	14 1/16	17 juin 1982	3 000 000	16 406
Banca Nazionale del Lavoro, Londres	6 mois	14 1/8	21 juin 1982	2 000 000	7 847
Commonwealth Trading Bank of Australia, Londres	6 mois	14,10	21 juin 1982	3 000 000	11 750
Banque Belge, Londres	6 mois	15 1/8	30 juin 1982	2 000 000	840
Continental Illinois National Bank, Londres	6 mois	15	30 juin 1982	4 000 000	1 667
Mitsui Bank, Londres	6 mois	15 3/16	30 juin 1982	2 000 000	844
Société de Banque Suisse, Genève	6 mois	15 1/16	30 juin 1982	4 000 000	1 674
Australia and New Zealand Bank, Londres	7 mois	14 1/16	21 juil.1982	3 000 000	11 719
Bank of Nova Scotia, Londres	7 mois	14 1/8	21 juil.1982	2 000 000	7 847
				<u>202 952 756</u>	<u>6 025 373</u>

ENCAISSE ET PLACEMENTS : 1978-1981
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>
<u>Encaisse et placements au 31 décembre :</u>				
Comptes courants	2 644	5 729	9 972	2 635
Comptes à 48 heures	3 750	6 560	1 800	2 300
Comptes de dépôt	<u>54 000</u>	<u>141 482</u>	<u>146 948</u>	<u>202 953</u>
	<u>60 394</u>	<u>153 771</u>	<u>158 720</u>	<u>207 888</u>
<u>Montant moyen des disponibilités pendant l'année :</u>				
En compte courant	3 481	7 520	11 794	7 850
Placements (comptes à 48 heures et comptes de dépôt)	<u>46 947</u>	<u>96 214</u>	<u>189 157</u>	<u>168 242</u>
	<u>50 428</u>	<u>103 734</u>	<u>201 251</u>	<u>176 092</u>
Pourcentage de fonds placés	93 %	93%	94%	96%
<u>Intérêts échus :</u>				
En compte courant			315	301
Placements	<u>3 854</u>	<u>11 172</u>	<u>26 575</u>	<u>29 071</u> a/
			26 260	28 770
<u>Taux moyen d'intérêt :</u>				
Sur le total moyen de l'encaisse et des placements	7,64 %	10,77 %	13,20 %	16,51 %
Sur le montant moyen des fonds placés	8,21 %	11,61 %	13,86 %	17,10 %

a/ Le montant de 26 881 000 dollars indiqué dans l'Etat II sous la rubrique "Autres recettes" se répartit comme suit :

Intérêts échus	29 070 775
Ajustements de change et frais bancaires	<u>(2 199 543)</u>
	<u>26 871 232</u>

IV. EXPOSE DES POLITIQUES COMPTABLES FONDAMENTALES APPLICABLES
AUX CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES GEREEES PAR LE HAUT
COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

1. Les comptes relatifs aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sont tenus conformément aux Règles de gestion financière des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire pour les réfugiés, publiées en 1974 (A/AC.96/503) et ultérieurement modifiées et complétées conformément aux documents A/AC.96/547, A/AC.96/584 et aux résolutions 3271 B (XXIX) et 35/41 B (XXXV) de l'Assemblée générale, en date respectivement des 10 décembre 1974 et 25 novembre 1980.
2. Les comptes relatifs aux contributions volontaires portent sur l'année civile. Ils sont soumis au Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies et au Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire.
3. Les fonds mis à la disposition du Haut Commissaire à d'autres fins que pour le programme annuel sont comptabilisés en tant que fonds d'affectation spéciale, réserves ou comptes spéciaux, selon le cas, conformément aux Règles de gestion financière.
4. La passation par profits et pertes des pertes sur l'encaisse, les biens ou la valeur comptable des sommes à recevoir, y compris la conversion de prêts en dons, est régie par l'article 10.6 du règlement financier. Un état de toutes les sommes passées par profits et pertes est soumis au Comité des commissaires aux comptes en même temps que les comptes annuels.
5. Les opérations financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité patrimoniale. Ainsi, par exemple, toutes les contributions annoncées définitivement (à l'exception des contributions aux programmes généraux de 1982 annoncées en 1981) sont comptabilisées comme recettes en 1981 même si elles intéressent des programmes dont le financement doit se prolonger en 1982 et que les dépenses correspondantes puissent donc n'être engagées qu'en 1982. De même, on entend par "dépenses" le total des dépenses engagées au 31 décembre 1981, qu'elles aient été réglées ou non. Les engagements pris en vertu d'accords ou de lettres d'instruction signés avant le 31 décembre 1981 pour des projets commençant en 1982 ne figurent pas parmi les dépenses de 1981.
6. Les comptes du HCR sont libellés en dollars des Etats-Unis. Les transactions effectuées dans d'autres monnaies sont converties en dollars des Etats-Unis au taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU en vigueur au moment de la transaction. A la fin de l'année, l'encaisse, les placements, les contributions annoncées mais non versées et les sommes à recevoir et à payer en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis sont convertis au taux de change applicable pour les opérations de l'ONU. Les ajustements de change sont portés au débit ou au crédit du Fonds général.

7. Les biens non consommables acquis à l'aide des contributions volontaires et qui sont la propriété du HCR sont comptabilisés comme dépenses dans les comptes budgétaires appropriés pour l'année d'acquisition; ces biens ne figurent pas dans le bilan mais font l'objet d'inventaires distincts.

8. Les fonds qui ne sont pas nécessaires dans l'immédiat sont placés à court terme conformément à l'article 9.1 du règlement financier et un rapport sur ces placements est joint aux comptes annuels (tableau 9). Les revenus des placements sont portés au crédit du Fonds général, comme le prévoit l'article 9.3 du règlement financier.